

Yanis VAROUFAKIS
Le Minotaure planétaire
L'ogre américain, la désunion européenne et le chaos mondial
 (Éditions du Cercle, 2014, 381 p., 22,90 €)



Il s'agit là d'une réédition augmentée d'un ouvrage paru en 2011 chez Zed Book, à Londres. L'auteur en profite pour nous offrir une trentaine de pages supplémentaires à travers un chapitre additionnel qui montre que sur l'essentiel les thèses exposées alors ont bien survécu à la crise et ne sont pas invalidées. Il avait notamment annoncé la crise des subprimes. L'essai prend d'autant plus d'intérêt, qu'entre temps, l'auteur, jusqu'alors professeur d'économie itinérant (Grèce, Australie, États-Unis), est devenu le ministre de l'Économie et des Finances du gouvernement grec issu de la victoire électorale de Syriza et donc en charge de la difficile négociation avec les institutions membres de la « troïka » (Banque centrale européenne, Commission européenne et FMI).

L'ambition de l'auteur est grande. Il s'agit ni plus ni moins que de tenter d'expliquer la dynamique des relations économiques internationales des États-Unis, de l'Europe et du Japon depuis la crise de 1929.

À partir de 1945, les États-Unis façonnent le monde en mettant en place un « plan mondial » qui fut à l'origine de l'heure de gloire du capitalisme mondial. Il s'agissait pour eux d'imaginer un système leur permettant de recycler une large part de leur surplus de capital vers le Japon et l'Europe, lesquels allaient l'utiliser pour acquérir les biens et services offerts par la machine américaine. Volontairement selon l'auteur, les États-Unis allaient ainsi participer à la montée en puissance de l'Allemagne et du Japon.

Varoufakis pointe alors la manière dont les autorités américaines ont entrepris un mouvement stratégique à partir de 1971 en réorganisant le monde, à travers une inversion des flux d'échanges et de capitaux, afin qu'il finance leurs déficits jumeaux, celui de leur commerce extérieur et celui de leur budget, en attirant vers eux les flux de capitaux du reste du monde. Et c'est ce nouveau régime de mondialisation qui a porté les germes de la financiarisation des économies

et l'accumulation des déséquilibres qui ont provoqué la crise de 2008. Ce ne sont pas tant cupidité, excès, fraudes, contournement des règles qui ont amené à la crise. Il faut plutôt les voir comme des symptômes d'un mécanisme mis en place pour transformer les déficits jumeaux en aspirateur mondial attirant les biens excédentaires et les capitaux du reste du monde, qu'il s'agisse de l'Allemagne, du Japon, des États pétroliers et plus tardivement de la Chine. Ainsi les États-Unis n'avaient plus à redouter une augmentation de leur déficit commercial, dès lors que celui-ci pouvait être comblé grâce aux flux de capitaux volontaires attirés par des taux d'intérêt rémunérateurs. Le moment symbolique de ce tournant fut l'abandon de la parité entre l'or et le dollar permettant à ce dernier de s'imposer comme monnaie de réserve mondiale. Il fallait mener une politique intérieure d'inflation basse et d'écrasement des coûts salariaux et des normes sociales afin d'accroître l'écart de compétitivité avec les autres pays.

C'est ce mécanisme que l'auteur désigne sous le nom de « Minotaure planétaire », figure allégorique renvoyant à un célèbre mythe grec, et que la crise de 2008 a terrassé au point de rendre les États-Unis dans l'incapacité aujourd'hui d'absorber les excédents d'offre du reste du monde, ce qui constitue une première depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Seul demeure le flux des capitaux étrangers vers la dette publique américaine.

Sous des formes diverses, selon les séquences, les États-Unis ont été le seul pays capable d'assurer le rôle historique de façonner le monde et d'en assurer sa régulation. Mais par deux

fois la réussite s'est transformée en échec, en 1971 et en 2008. Que s'est-il passé ? La première fois la faute en a incombé au gouvernement fédéral américain qui a abusé de son privilège exorbitant de battre monnaie mondiale. La seconde fois, ce fut la faute de son secteur privé financier abusant de son pouvoir de créer à volonté la monnaie privée mondiale. Existe-t-il aujourd'hui un acteur susceptible de prendre en mains les destinées de l'Histoire ? L'auteur s'interroge sur le rôle possible des économies émergentes et conclut que leur temps n'est pas encore venu : « Bien qu'il soit *nécessaire* que des pays comme la Chine, le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud, et d'autres, contribuent pour une large part à la création du socle sur lequel cet avenir plus radieux sera construit, les États-Unis doivent néanmoins prendre la direction des opérations. »

Cet ouvrage remarquable nous laisse cependant avec quelques interrogations que nous formulerons sous forme de questions qui ne trouvent pas à nos yeux réponse dans la thèse proposée. La dynamique mondiale explorée par l'auteur peut-elle se ramener à l'étude d'un circuit mondial de flux dont les orientations et réorientations décidées par le centre financier new-yorkais constitueraient le tempo des cycles des différentes économies ? C'est faire peu de cas des trajectoires de développement mises en œuvre par différents pays, souvent appuyées sur des stratégies de développement souveraines. On pense notamment au Japon et à la Corée du Sud, ce dernier pays s'étant longtemps affranchi avec succès de la doxa du FMI. L'essentiel de la période décrite se situe dans la période de

NOTES DE LECTURE

la guerre froide et l'aide apportée aux États divisés – Allemagne, Corée – devait plus à des considérations géopolitiques et d'effet de vitrine qu'à d'autres considérations. Les succès et montées en puissance des perdants de la Seconde Guerre mondiale – Allemagne, Japon – doivent certainement beaucoup à l'interdiction qui leur fut faite de se réarmer, leur évitant ainsi le coût des politiques de course aux armements. Le poids des

trajectoires et singularités nationales doit certainement être réintroduit dans la vasque presque proposée qui constitue une stimulation intellectuelle passionnante. Il n'en reste pas moins que l'on ne peut qu'adhérer à la mise en garde de l'auteur concernant l'Union européenne qui a « de longue date, pris l'habitude de considérer la démocratie comme un luxe et un désagrément ».

MICHEL ROGALSKI